

Le Parti populaire (ÖVP) du chancelier sortant Sebastian Kurz favori des élections législatives anticipées autrichiennes du 29 septembre prochain

6,4 millions d'Autrichiens âgés d'au minimum 16 ans sont appelés aux urnes le 29 septembre prochain pour élire les 183 membres du Conseil national (Nationalrat), chambre basse du Parlement. Ce scrutin, anticipé de trois ans, est consécutif au renversement par le Conseil national du gouvernement dirigé par le chancelier Sebastian Kurz (Parti populaire, ÖVP) le 27 mai dernier. C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un gouvernement échoue à remporter la confiance (103 des 183 députés ont voté contre). Le fait est d'autant plus remarquable que la veille du vote de sa destitution, le parti du chancelier a remporté une large victoire aux élections européennes le 26 mai avec 34,55% des suffrages.

Ce vote de défiance faisait suite à la diffusion, dix jours plus tôt par deux médias allemands - *Der Spiegel* et *Die Süddeutsche Zeitung* -, d'une vidéo dans laquelle on voyait Heinz-Christian Strache, vice-chancelier, ministre de la Fonction publique et des Sports et dirigeant du Parti de la liberté (FPÖ), et Johann Gudenus (FPÖ), chef du groupe parlementaire du FPÖ, filmés à leur insu dans une villa d'Ibiza en 2017 en train de négocier avec une femme qui se faisait appeler Alyona Makarova et qui disait être la nièce de l'oligarque russe du gaz, Igor Makarov, un accès privilégié pour l'oligarque russe aux marchés publics autrichiens via la création d'une société de BTP en échange d'un soutien financier de sa part au FPÖ afin que celui-ci puisse acheter *Die Kronen Zeitung*, l'un des plus grands quotidiens autrichiens. En outre, à plusieurs reprises, la femme explique que

les fonds qu'elle peut verser émanent de malversations financières.

Le 18 mai, Heinz-Christian Strache a démissionné du gouvernement et le lendemain, il a renoncé à la direction du FPÖ. Il a été remplacé par Norbert Hofer (FPÖ), ministre des Transports et candidat malheureux à la dernière élection présidentielle de 2016 où il avait recueilli 48,3% des suffrages et avait été battu par Alexander Van der Bellen (51,7%) lors du deuxième tour de scrutin le 4 décembre.

Le lendemain des élections européennes, le chancelier Sebastian Kurz a donc été destitué. Le 3 juin, Brigitte Bierlein, présidente de la Cour constitutionnelle, est devenue la première chancelière de l'histoire de l'Autriche. Nommée par le président de la République Alexander Van der Bellen, elle est chargée d'assurer l'intérim à la tête du gouvernement.

Le 21 juin, les autorités autrichiennes annonçaient que des élections législatives anticipées auraient lieu le 29 septembre.

Huit partis politiques sont en lice pour ces élections.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Research Affairs entre les 22 et 28 août derniers, le Parti populaire (ÖVP) devrait arriver largement en tête avec 35% des suffrages. Il serait suivi du Parti social-démocrate (SPÖ), qui recueillerait 21%, puis du Parti de la liberté, 19%, des Verts-L'Alternative verte (DG) avec

11%, des libéraux de NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS) 9% et, enfin, JETZT, parti écologiste de gauche, 2%.

Les écologistes devraient donc retrouver les bancs du Parlement à l'issue du scrutin alors que JETZT pourrait quitter le Conseil national après seulement deux ans en son sein.

Sebastian Kurz reste également la personnalité préférée des Autrichiens pour occuper le poste de chancelier (42%). Norbert Hofer recueille 20% d'opinions favorables et Pamela Rendi-Wagner, dirigeante du SPÖ, 19%.

PARTI POPULAIRE : LA VICTOIRE SUFFIRA-T-ELLE ?

Destitué par le Nationalrat mais toujours très populaire auprès des Autrichiens qui souhaitent son maintien à la tête du gouvernement, Sebastian Kurz a donc perdu sa position de chancelier. Cependant, il pourrait même, selon Sylvia Kritzinger, professeur de science politique à l'université de Vienne, endosser le « rôle de victime ».

Les enquêtes d'opinion prévoient une large victoire pour le Parti populaire. Sebastian Kurz, qui doit sa chute à son alliance avec Heinz-Christian Strache et non à son action gouvernementale, devrait s'imposer le 29 septembre. Une question se pose toutefois : quelle sera l'ampleur de la victoire de l'ÖVP ? Quelle majorité pourra-t-il dégager du scrutin ?

Un nouveau gouvernement réunissant l'ÖVP et le FPÖ constitue une option envisageable a déclaré Sebastian Kurz au début du mois d'août. Il a cependant mis une condition à une telle coalition : il n'acceptera pas la présence d'Herbert Kickl (FPÖ), ancien ministre de l'Intérieur (2017-2019) et personne en charge des Finances du FPÖ au moment où a été tournée la vidéo d'Ibiza, au sein d'un gouvernement. « *Je ne ferme la porte à aucune option. La seule chose que je refuse est la présence d'Herbert Kickl et d'un membre du FPÖ au poste de ministre de l'Intérieur* » a déclaré Sebastian Kurz. Le président de la République Alexander Van der Bellen a également affirmé qu'il ne nommerait Herbert

Kickl à aucun poste ministériel. « *L'ÖVP est plus prudent qu'il ne l'était en 2017 quant à signer une alliance avec le FPÖ. Cette possibilité ne peut toutefois être exclue car toute autre coalition serait très instable* » a déclaré Thomas Hofer, analyste politique.

La chose que Sebastian Kurz doit absolument éviter est la formation d'une coalition contre son parti, par exemple par un rassemblement du Parti social-démocrate, des Verts-L'Alternative verte et de NEOS-Nouvelle Autriche.

Lors de ses deux années à la tête de l'Autriche, le gouvernement dirigé par Sebastian Kurz a adopté plusieurs mesures pour faire diminuer le nombre d'étrangers souhaitant s'installer dans le pays, notamment en rendant plus difficile l'accès des demandeurs d'asile à l'apprentissage et en réduisant les allocations sociales délivrées aux enfants étrangers. La coalition gouvernementale ÖVP-FPÖ a également réduit les impôts des Autrichiens.

En juillet dernier, le taux de chômage s'élevait à 4,5% de la population active, soit 7,9% de moins qu'en juillet de l'année précédente.

Le nouveau dirigeant du FPÖ Norbert Hofer veut rompre avec les méthodes d'Heinz-Christian Strache. Il est soutenu par une grande partie des membres du parti mais des tensions subsistent. Si le parti populiste devrait enregistrer un recul le 29 septembre, il ne devrait néanmoins pas subir la même déroute que celle faisant suite à sa première participation au pouvoir en 2002 (le parti était passé de 26,9% des suffrages en 1999 à 10% trois ans plus tard). Un résultat de 18% ou 20% des suffrages exprimés pour le FPÖ devrait signer la reconduction d'une nouvelle coalition ÖVP-FPÖ.

Norbert Hofer a déclaré qu'il ne souhaitait pas gouverner avec le SPÖ. « *Nous tendons la main à l'ÖVP pour poursuivre le travail que nous avons commencé ensemble afin de réformer l'Autriche* » a déclaré Norbert Hofer qui conduit la liste sur laquelle figure Herbert Kickl en 2e position. Norbert Hofer est également candidat dans le Burgenland et Herbert Kickl en Basse-Autriche où ils sont chacun tête de liste.

DU CÔTÉ DE L'OPPOSITION

Le programme du Parti social-démocrate (SPÖ) est centré sur la défense du travail et la protection de l'environnement et du climat pour que « *l'humanité triomphe* ». Le SPÖ souhaite augmenter le salaire minimum à 1 700 € mensuels et baisser l'impôt sur le revenu.

La dirigeante du parti, Pamela Rendi-Wagner, veut établir une convention nationale sur le climat mais le SPÖ s'opposerait cependant à une taxe sur les émissions de gaz carbonique jugée « socialement injuste ».

Les Verts-L'Alternative verte se déclarent pragmatiques et prêts à gouverner en dépit de la radicalité apparente de leur programme. S'ils ne sont pas encore au gouvernement, les écologistes devraient retrouver les bancs du Parlement le 29 septembre.

Ce faisant, ils devraient prendre quelques voix à NEOS-Nouvelle Autriche.

Interrogée par l'hebdomadaire Falter, Beate Meinl-Reisinger, dirigeante de NEOS, a exprimé son souhait de voir mettre en place une politique durable pour les prochaines générations, fondée sur des réformes de l'enseignement, sur l'instauration d'un modèle de retraite flexible à l'exemple de celui de la Suède et sur une transformation radicale du système fiscal avec notamment la mise en place d'une taxe sur le gaz carbonique. NEOS est également favorable à une réforme de la gestion des migrations et souhaite mettre en place un système à points tel que celui qui existe au Canada pour gérer les entrées et le séjour des étrangers en Autriche. Il a exclu toute participation à un gouvernement dans lequel siègeraient le SPÖ et le FPÖ.

JETZT (qui signifie Maintenant en allemand), parti écologiste de gauche, a choisi de faire de la défense de l'État de droit le cœur de son programme.

LE SYSTÈME POLITIQUE AUTRICHIEN

Le parlement autrichien est bicaméral. La chambre basse, le Conseil national (Nationalrat), regroupe 183 députés élus pour cinq ans ; la chambre haute, le Conseil fédéral (Bundesrat), rassemble les 64 représentants des neuf Länder que compte le pays.

Les membres du Conseil national sont élus au scrutin majoritaire à Vienne comme dans le Land du Vorarlberg et au scrutin proportionnel au sein des 7 autres Länder. Chacune des régions désigne entre 7 et 36 députés. Chaque électeur dispose de deux voix : l'une pour se prononcer au niveau national en faveur d'un parti et l'autre pour désigner au sein d'une circonscription locale un candidat en particulier.

La répartition des sièges s'effectue selon la méthode Hare dans les circonscriptions régionales et provinciales et selon la méthode d'Hondt au niveau fédéral. Un parti qui présente des candidats sur l'ensemble du territoire doit impérativement recueillir au moins 4% des suffrages exprimés ou encore un mandat direct - soit environ 25% des voix dans l'une des 43 circonscriptions locales - pour entrer au parlement.

Le jour des élections législatives, il revient à chaque municipalité de décider de l'heure d'ouverture et de fermeture des urnes.

Depuis le 28 septembre 2008, tout Autrichien âgé de 16 ans est autorisé à voter.

Les partis politiques possédant moins de 3 sièges au Conseil national doivent, pour participer au scrutin législatif, recueillir les signatures d'au moins 2 600 électeurs. Celles-ci doivent obligatoirement être recueillies dans l'ensemble de l'Autriche et réparties comme suit : un minimum de 500 en Basse-Autriche et à Vienne, de 400 en Haute-Autriche et en Styrie, de 200 en Carinthie, au Tyrol et à Salzbourg et de 100 dans le Burgenland et le Vorarlberg.

Le Conseil fédéral (Bundesrat) représente les Länder. Chaque Land est administré par un gouvernement (Landesregierung) et une Diète (Landtag). Les Länder

Élections Législatives en Autriche

29 septembre 2019

sont compétents dans tous les domaines ne relevant pas expressément de l'Etat fédéral : l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, l'occupation des sols, les transports. Chaque Land désigne (au scrutin proportionnel) un nombre de représentants proportionnel à sa population (au minimum 3) pour siéger à la chambre haute. Vienne, qui constitue la région la plus peuplée, compte 12 représentants au sein du Bundesrat. La présidence du Bundesrat revient à un Land différent tous les six mois, ceux-ci se succédant selon l'ordre alphabétique.

5 partis politiques sont représentés dans l'actuel Conseil national :

- le Parti populaire (ÖVP), de centre-droit, créé en 1945 et dirigé par le chancelier sortant, Sebastian Kurz, possède 62 sièges ;
- le Parti social-démocrate (SPÖ), fondé en 1889 et conduit depuis le 2 septembre 2018 par Pamela Rendi-Wagner, première femme à diriger ce parti, compte 52 députés ;
- le Parti de la liberté (FPÖ), parti populiste créé en 1956 et conduit par Norbert Hofer, possède 51 sièges ;
- NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS), fondé en 2012 et dirigé par Beate Meinl-Reisinger, compte 10 députés ;
- la Liste Peter Pilz (PILZ), parti écologiste de gauche désormais appelé JETZT, conduite par Maria Stern, possède 8 sièges.

Rappel des résultats des dernières élections législatives du 15 octobre 2017 en Autriche

Participation : 80%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti populaire (ÖVP)	1 595 526	31,50	62
Parti social-démocrate (SPÖ)	1 361 746	26,90	52
Parti de la liberté (FPÖ)	1 316 442	26	51
NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS)	268 518	5,30	10
Liste Peter Pilz (PILZ)	223 543	4,40	8
Les Verts-L'Alternative verte (DG)	192 638	3,80	0
Autres	111 516	2,30	0

Source : <https://wahl17.bmi.gv.at>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.